

5^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

#ParlAmericasCC

TITRE : Aborder les inégalités afin de favoriser l'ambition climatique

THÈME : Une action pour le climat et un développement durable inclusifs

DATE : 4, 15, et 25 juin, 2021

LIEU : Virtuel

PARTICIPANTS : Plus de 190 parlementaires, membres de personnel parlementaire, et représentantes et représentants gouvernementaux et de la société civile issus de 29 pays

HÔTE : Parlement de la République de Trinité-et-Tobago et Sénat du Mexique



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 4, 5, 8, 9, 10, 13 et 16.

La 5e Rencontre du RPCC a consisté en un dialogue interparlementaire, un dialogue avec des représentants de la société civile et de la jeunesse, et une session plénière. Ces réunions ont permis aux participants d'identifier des stratégies législatives visant à garantir que les plans climat à court et long termes soient élaborés avec une approche intersectionnelle et qu'ils soient compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris, y compris la promotion d'une transition juste.

Les sessions de cette rencontre portaient du postulat que les individus confrontés à des inégalités sont touchés différemment par le changement climatique, et qu'il est donc essentiel d'intégrer des approches intersectionnelles, interculturelles et sensibles au genre dans les stratégies et les textes législatifs sur le climat. Lorsqu'ils sont élaborés de façon inclusive, leur mise en œuvre est moins susceptible d'entraîner des effets indésirables ou d'exacerber des inégalités existantes.

Le discours liminaire de la rencontre a établi le lien entre la protection de la biodiversité et la réduction de la pauvreté, et a décrit l'urgence d'accroître l'ambition des objectifs climatiques et de garantir la mise en œuvre rapide des plans correspondants. Il a souligné l'importance de la gouvernance climatique et du rôle des parlementaires et d'autres parties prenantes au-delà des ministères de l'environnement.

Au cours des différentes sessions, les participantes et participants ont souligné l'importance de concevoir une politique climatique sensible au genre; de promouvoir la participation du public dans la prise de décision pour éviter des conflits environnementaux et garantir que l'action pour le climat soit menée dans le respect des droits de la personne; et de créer des emplois décents et propres pour toutes et tous, dans le but de réaliser une transition juste.

Voici quelques-uns des principaux documents et références présentés durant la rencontre :

- [Parlements et Accord de Paris](#), version provisoire de la prochaine publication de ParlAmericas et de la WFD.
- [Action pour l'autonomisation climatique](#) (ACE), CCNUCC
- [Déclaration sur les enfants, les jeunes et l'action climatique](#), UNICEF
- [Projet de loi visant à établir un nouvel objectif pour les Contributions prévues déterminées au niveau national dans le cadre de la CCNUCC](#), Brésil
- [Loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#), Canada
- [Projet de loi visant à établir un cadre juridique sur le changement climatique](#), Chili



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Discours d'ouverture :

- L'honorable **Bridgid Annisette-George** e (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- Sénatrice **Nancy de la Sierra** (Mexique)
- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas
- Sénatrice **Yokymma Bethelmy** (Trinité-et-Tobago)
- Sénatrice **Beatriz Paredes** (Mexique)

Conférencier principal :

- Ambassadeur **Luis Alfonso de Alba**, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur le Climat de 2019

Dialogues modérés :

- L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique du Nord
- Députée **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique centrale
- L'honorable **Carolyn Trench-Sandiford** (Belize), présidente du Sénat

Présentations :

- Dr. **Enrico Botta**, coordinateur de la division sur la croissance verte et les relations mondiales, OCDE
- **Claudia de Windt**, fondatrice et présidente-directrice générale, Institut interaméricain de justice et durabilité
- **Samantha Smith**, directrice du Centre de transition juste, Confédération syndicale internationale
- **Eduardo Uribe-Botero**, Directeur, Groupe Énergie Bogota
- **Carlos Ruiz-Garvia**, responsable régional du Centre régional de collaboration pour l'Amérique latine, CCNUCC
- **Vintura Silva**, responsable régional du Centre régional de collaboration pour les Caraïbes, CCNUCC
- **Rafael Jimenez Aybar**, conseiller en démocratie environnementale, Fondation Westminster pour la démocratie
- Sénatrice **Kátia Abreu** (Brésil)
- Député **Iván Flores** (Chili)

Discours de clôture :

- Député **Marc Serré** (Canada), membre du Conseil de ParlAmericas
- Députée **Maritza Espinales** (Nicaragua), membre du Conseil de ParlAmericas

Points principaux du dialogue interparlementaire (4 juin)

- 1) Les individus confrontés à des inégalités dû à différentes caractéristiques démographiques sont touchés différemment par le changement climatique. Par conséquent, il est essentiel d'intégrer des stratégies et des textes législatifs intersectionnels. Cela aidera à garantir que ces derniers soient inclusifs et préviendra que leur mise en œuvre ait des effets indésirables pouvant exacerber ces inégalités.
- 2) Il est nécessaire de transformer les modèles actuels de production et de consommation pour avoir des options plus durables et socialement justes qui favorisent des économies circulaires faibles en carbone. À mesure que les technologies vertes émergeront ou gagneront en popularité, elles continueront de consommer certaines ressources naturelles. Il est donc important, par exemple, que les secteurs de l'extraction mettent en place des protocoles de durabilité et d'utilisation efficace des ressources.
- 3) Les bienfaits d'une transition d'économies dépendantes d'industries non durables à une économie verte doivent être largement diffusés et accompagnés de solutions pour appuyer les pays, les régions, les communautés, les industries et en particulier les travailleuses et les travailleurs (des économies formelle et informelle) qui seront touchés par cette transformation.
- 4) Une transition juste ne doit pas seulement tenir compte des besoins des personnes qui perdront leur emploi, mais également de l'impact que cela aura sur les communautés dépendantes d'industries non durables. Cela constituera un défi pour les communautés de l'hémisphère qui dépendent des industries extractives.
- 5) Lors de l'élaboration de textes législatifs ou du contrôle des politiques, les perspectives régionales et locales doivent être prises en compte, de manière à reconnaître les particularités socioéconomiques et culturelles de chaque contexte, ce qui peut dans certains cas nécessiter des solutions décentralisées.
- 6) Une transition juste nécessitera un renforcement des politiques d'assistance sociale pour soutenir les personnes qui seront concernées par ces transformations vers des économies vertes.

- 7) Des dimensions de genre doivent être intégrées dans la conception des politiques et de la législation pour appuyer une transition juste et des mesures visant à favoriser la participation des femmes dans les nouveaux emplois verts en favorisant, par exemple, leur éducation dans les filières STIM.
- 8) Il sera également essentiel de revaloriser les normes du travail dans les emplois où les femmes sont souvent surreprésentées, comme ceux en lien avec l'économie du soin, car les initiatives d'appui au développement vert et durable doivent viser à améliorer les conditions de vie de tout le monde, et non pas uniquement des personnes travaillant dans des industries écoresponsables.
- 9) L'un des mécanismes essentiels pour assurer une transition juste et inclusive consiste à établir un dialogue social entre les gouvernements, le secteur privé, les travailleuses et travailleurs, et les peuples autochtones, lorsque cela est possible, basé sur la reconnaissance des droits du travail et de la personne des travailleurs. Les parlementaires peuvent faciliter ce type de dialogue grâce au processus législatif et appeler leur gouvernement à le faire lorsqu'ils élaborent des plans et des lois pour le climat.
- 10) Les parlementaires ont un rôle à jouer dans le suivi de la mise en œuvre des engagements climatiques internationaux pris par leur gouvernement. Ils peuvent, par exemple, plaider pour une ambition accrue dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et veiller à ce que ces dernières comportent des dispositions pour appuyer une transition juste, qu'elles soient sensibles au genre et qu'elles répondent aux besoins des populations vulnérables.

Points principaux du dialogue parlementaire avec des représentantes et représentants de la société civile et de la jeunesse (15 juin) organisé avec l'appui des bureaux régionaux d'Amérique latine et des Caraïbes de la CCNUCC et de l'UNICEF

- 1) L'autonomisation du public est fondamentale à l'action pour le climat, comme le soutient le concept d'ACE qui fait référence à l'article 6 de la CCNUCC et à l'article 12 de l'Accord de Paris.

- l'article 12 de l'Accord de Paris. Le but est de promouvoir la compréhension et la capacité de tous les membres de la société afin de renforcer leur engagement dans l'action climatique par le renforcement des politiques publiques en matière d'éducation, de formation, de sensibilisation et de participation du public, d'accès du public à l'information, ainsi que de coopération internationale.
- 2) Les plans climat doivent inclure les personnes ayant un handicap; une dimension souvent ignorée dans l'action climatique inclusive.
 - 3) Des approches sensibles au genre doivent être intégrées dans les plans et la législation sur le climat, en fournissant par exemple un accès à la santé sexuelle et reproductive en situation de phénomènes climatiques extrêmes.
 - 4) L'éducation sur l'environnement doit être intégrée et/ou renforcée dans la législation sur l'éducation, ainsi que dans les programmes scolaires nationaux ou régionaux pour l'enseignement primaire et secondaire.
 - 5) Les sessions de renforcement des capacités sur les questions climatiques et environnementales sont des outils précieux pour renforcer la représentation effective du public par les parlementaires dans ces domaines, et pour faire avancer cet agenda.
 - 6) Le gouvernement ouvert, l'accès à l'information et la transparence dans le cadre de la lutte contre les effets du changement climatique sont essentiels pour regagner la confiance du public envers les institutions politiques et pour mieux informer le grand public sur les enjeux environnementaux que rencontre le pays et sur la manière dont le gouvernement les aborde.
 - 7) Des espaces participatifs doivent être systématiquement proposés aux jeunes dans les processus de prise de décisions en matière de climat; leurs points de vue doivent être véritablement entendus et pris en compte. La [Déclaration sur les enfants, les jeunes et l'action climatique](#) promeut et reconnaît le pouvoir et les capacités de leadership des enfants et des jeunes en matière de changement climatique.



L'honorable BRIDGID ANNISETTE-GEORGE (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants, vice-présidente de ParlAmericas et co-hôte de la rencontre

Alors que nous sommes contraints d'évoluer vers des modèles de production et de consommation qui favorisent des économies résilientes et faibles en émissions, promouvons des espaces démocratiques et inclusifs dans lesquels nos citoyennes et citoyens puissent véritablement participer aux discussions et aux décisions pour changer de cap.



Sénatrice BLANCA OVELAR (Paraguay), présidente de ParlAmericas

Nous avons favorisé des espaces de dialogue avec des organisations de la société civile, en particulier des organisations environnementales et dirigées par des jeunes, car nous comprenons que la participation citoyenne est impérative pour élaborer des politiques et des plans pour le climat qui répondent aux besoins de la population, surtout des groupes historiquement marginalisés.



Ambassadeur LUIS ALFONSO DE ALBA, envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sommet sur le climat de 2019

Les parlementaires ont un espace limité pour participer aux COP et cela devrait changer; ils devraient être autorisés à avoir une plus grande influence sur la prise de décision. Quant à la transformation d'un modèle de développement, je ne connais aucune question parlementaire qui ne soit pas pertinente dans la lutte contre le changement climatique.



Président du Sénat EDUARDO RAMÍREZ (Mexique), co-hôte de la rencontre

La lutte urgente contre les effets du changement climatique nécessite que nous, parlementaires, intégrions des approches intersectionnelles et sensibles au genre dans notre travail législatif [...] pour garantir que les plans pour le climat et les processus de transition vers des économies résilientes et faibles en émissions répondent à leurs besoins et n'exacerbent pas les inégalités existantes.



L'honorable sénatrice ROSA GALVEZ (Canada), présidente entrante du RPCC

Notre défense et notre adaptation face au changement climatique ont un lien direct avec deux autres piliers de ParlAmericas : le parlement ouvert et l'égalité des genres. Alors que les gouvernements du monde entier accroissent leur ambition climatique et promettent des milliards de dollars pour financer des solutions pour le climat, nous avons plus que jamais besoin de transparence, de responsabilité et d'une gestion adéquate.

Comité exécutif du Réseau parlementaire sur le changement climatique

Suite aux élections tenues lors de la session plénière de cette rencontre, le Comité exécutif du RPCC est désormais composé de :

Présidente

- Sénatrice, l'honorable **Rosa Galvez**, (Canada)

Vice-président - Amérique du Nord

- Sénateur **Raúl Bolaños-Cacho Cué** (Mexique)

Vice-président - Les Caraïbes

- Sénateur **Anthony Vieira** (Trinité-et-Tobago)

Vice-présidente- Amérique Centrale

- Députée **Paola Vega Rodríguez** (Costa Rica)

Premier vice-président - Amérique du Sud

- Membre de l'assemblée nationale **Luis Bruno Segovia Mejía** (Équateur)

Deuxième vice-président - Amérique du Sud

- Membre de l'assemblée nationale **Radjendrekoeemar Debie** (Surinam)



Déclaration

La session plénière de la rencontre (25 juin) s'est achevée avec la lecture de la [déclaration](#). Parmi les engagements adoptés par les délégations parlementaires réunies, figurent les suivants :

- Effectuer le suivi et le contrôle politique de l'élaboration et de la mise en œuvre des engagements contraignants pris par nos gouvernements dans l'Accord de Paris et dans les Contributions déterminées au niveau national, en garantissant qu'ils disposent des affectations budgétaires nécessaires et en s'assurant qu'ils soient ambitieux, qu'ils soient développés de manière participative, qu'ils prévoient des plans pour une transition juste et qu'ils abordent les impacts sur les différents groupes de population.
- Intégrer des approches intersectionnelles, intergénérationnelles, interculturelles et de genre dans notre travail législatif pour garantir que les politiques et les plans environnementaux et climatiques soient inclusifs et répondent aux multiples inégalités qui touchent les populations les plus vulnérables, conformément au principe de l'Agenda 2030 de ne laisser personne pour compte, et pour garantir que les coûts et bénéfices associés à ces politiques soient répartis équitablement.
- Promouvoir la mise en œuvre de l'approche de l'Action pour l'autonomisation climatique en favorisant la création d'espaces de participation citoyenne dans le débat sur les questions relatives à la lutte contre les effets du changement climatique, en assurant des cadres juridiques pour l'accès à l'information sur le changement climatique et en appelant nos gouvernements à renforcer l'éducation et la sensibilisation du public sur le changement climatique et ses effets.
- Promouvoir l'intégration d'approches sur l'action climatique avec une perspective de genre et axée sur les droits de la personne dans les plans pour le climat, comme les stratégies pour une transition juste prévoyant des mesures pour élever les normes du travail dans les emplois où les femmes sont surreprésentées, tels ceux qui sont liés à l'économie du soin.



Les programmes (4, 15, 25 juin), le [communiqué de presse](#), l'enregistrement vidéo, la [playlist](#), podcast du [dialogue interparlementaire](#) et de la [conférence magistrale](#), et les [présentations](#) de cette activité sont accessibles sur le site web de ParlAmericas.

PARLEMENTS REPRÉSENTÉS



Antigua-et-Barbuda



Canada



Grenade



Pérou



Argentine



Chili



Guyana



Saint-Christophe-et-Niévès



Barbade



Colombie



Mexique



Suriname



Belize



Costa Rica



Nicaragua



Trinité-et-Tobago



Bolivie



Dominique



Panama



Brésil



Équateur



Paraguay

Canada



Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, le Parlement de Trinité-et-Tobago et le Sénat du Mexique.



Retrouvez ParlAmericas sur [Apple Podcasts](#), [Google Podcasts](#) et [Spotify](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas intègre **P'ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



ParlAmericas organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF** dans la poursuite des Objectifs de développement durable



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat international de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : + 1 (613) 947-8999

Courriel : info@parlamericas.org

